



# INFO-NÉGO : CONSEIL DU TRÉSOR

## Négociations avec le Conseil du Trésor : nouveau gouvernement, ancien mandat

Nos équipes de négociation se sont assises à la table avec le Conseil du Trésor pour la première fois depuis l'accession au pouvoir des libéraux.

Les revendications qu'elles ont présentées sont le reflet des préoccupations des membres. Notre but demeure la négociation d'une convention collective équitable.

Durant la campagne, les libéraux ont fait miroiter la possibilité d'un nouveau mandat de négociation. Pourtant, les propositions mises de l'avant par l'employeur sentent le réchauffé.

### **Pas question de toucher à nos congés de maladie**

En effet, la proposition présentée par les négociateurs du Conseil du Trésor ressemblait à s'y méprendre à celle du gouvernement conservateur. Il s'agit, encore une fois, de remplacer notre régime actuel de congés de maladie par un régime d'invalidité de courte durée beaucoup moins avantageux pour nos membres, qui perdront leurs acquis. Il s'agirait d'un régime non négocié que le gouvernement pourrait modifier à son gré.

Nous sommes ouverts à l'amélioration du régime de congés de maladie, pour autant que nous n'ayons pas à faire de concessions à la table de négociation et que nos membres n'aient pas à choisir entre ne pas être payés et travailler malade.

### **La négociation de bonne foi et la loi C-4**

Nous sommes heureux de constater que le gouvernement compte abroger [la section 20 de la loi C-59](#). Toutefois, nous nous devons de lui rappeler l'existence d'une autre loi injuste, la C-4. Les changements inconstitutionnels qu'elle a apportés au processus de négociation collective demeurent préoccupants.

Pourquoi ces dispositions de la C-4 sont-elles encore en vigueur après le jugement sans équivoque rendu par la Cour suprême dans l'affaire de la Fédération du travail de la Saskatchewan? La question se pose. Nous continuerons à contester les lois devant les tribunaux et à favoriser la tenue de négociations libres et justes.

À la table, l'AFPC revendiquera l'amélioration de la prestation et de la qualité des services publics, et des milieux de travail sains et efficaces pour les fonctionnaires fédéraux. La population canadienne tout entière en sortira gagnante.

# Info-Négo

## EB

Nous avons mis l'accent sur la taille des classes et sur le suivi des recommandations découlant de l'enquête sur la rémunération.

*Info : [psacunion.ca/eb](http://psacunion.ca/eb).*

## FB

Nous avons revendiqué la protection des postes d'agent qui pourraient être éliminés à cause du virage technologique. Nous avons aussi exigé le maintien des semaines de travail comprimées et la protection des horaires de travail contre les changements unilatéraux apportés par les gestionnaires.

*Info : [psacunion.ca/fb](http://psacunion.ca/fb).*

## PA

Nos revendications portaient principalement sur les conditions de travail dans les centres de services et la nécessité d'adopter des normes minimales pour ces milieux de travail. Notre équipe a aussi souligné l'importance de reconnaître l'ancienneté lors de l'établissement des horaires de travail.

*Info : [psacunion.ca/pa](http://psacunion.ca/pa).*

## SV

Notre sous-comité des équipages de navire a mis la dernière main aux revendications que nous présenterons lors de la prochaine séance de négociation.

*Info : [psacunion.ca/sv](http://psacunion.ca/sv).*

## TC

Nous avons discuté de la nécessité de mieux protéger la santé et la sécurité du personnel et de supprimer entièrement le libellé discriminatoire. Il y avait aussi à l'ordre du jour les heures de travail et l'augmentation du nombre de prestations en reconnaissance de la nature particulière du difficile travail que font nos membres.

*Info : [psacunion.ca/tc](http://psacunion.ca/tc).*

